

# L'Europe est incapable de défendre ses banques face aux Etats-Unis

**Au moment où l'Europe se fait régulièrement humilié par Donald Trump**, il est curieux de constater, une fois de plus, qu'elle est incapable d'organiser sa défense dans un domaine aussi important que celui de la banque. Le constat a été dressé, il y a quelque temps déjà, par Jacques de Larosière, (ancien patron du FMI, de la Banque de France et de la BERD) dans le cadre d'une conférence à Sciences Po sur le sujet « Régulation, supervision, compliance ». Il a repris les points importants de son exposé dans son dernier livre « *Les Lames de Fond se Rapprochent* » (Odile Jacob).

## **Le modèle de régulation en Europe a été inspiré par les normes anglo saxonnes**

**Un modèle unique de régulation a été adopté après la crise des subprimes.** Ce séisme financier planétaire était pourtant d'origine totalement américaine. Il n'a pas tenu compte de ce qui était effectivement arrivé. Les banques qui ont fait faillite en 2007-2008 et nécessité des renflouements massifs de la part de leurs gouvernements respectifs ne sont pas les plus grosses. Ce sont les banques trop exposées aux opérations de marché qui ont déclenché la crise. Aux Etats Unis, Bear Stearns, Wachovia, CitiGroup ont été renflouées, mais pas Lehman Brothers.... En Grande Bretagne RBS, Lloyds et TSB ont bénéficié d'injections massives de capitaux publics. En Hollande, ABN Amro est passé sous le contrôle du gouvernement et en Belgique Fortis a été absorbé par la BNP. En Suisse également, UBS a dû être sauvé. Comme on le voit, celles qui ont sauté étaient celles qui ont concentré leurs activités surtout sur des opérations de marchés et d'investissements. Aucune banque dont les activités de marché représentaient moins de 20% du produit net bancaire n'a rencontré de grosse difficulté.

## **L'Europe s'est lancée dans des réformes inspirées uniquement par les normes anglo-saxonnes.**

On n'a pas tenu compte du fait que l'essentiel des crédits aux entreprises étaient effectués aux USA par les marchés financiers alors qu'en Europe c'était le fait des banques. Le crédit bancaire représente ainsi une 80 % des encours pour la zone euro, contre 30 % pour les États-Unis.

Le modèle européen continental de banque universelle intégrée, diversifié et peu risqué, comme celui de BNP Paribas ou de la Société Générale n'est même pas reconnu, à défaut d'être encouragé. Une très forte progressivité des obligations en fonds propres a été en revanche

imposée aux « Global Sifis » (Global Systematically Important Financial Institutions). Celles-ci ont un ratio de capital de 13 à 14% contre 8,5% pour les autres. Le mécanisme de résolution des banques en difficulté a été paradoxalement adopté sans que l'on tienne compte de ses incidences pratiques sur les banques européennes.

## **Michel Barnier n'a pas défendu les banques européennes continentales**

**On a confié les clefs de la réforme à Michel Barnier** qui a été Commissaire Européen au Marché Intérieur et aux Services Financiers. Il s'est efforcé très vite d'abandonner une grande partie de ses prérogatives à des experts autoproclamés. D'obscurs techniciens ont décidé de règles dites de prudence, fixant que, plus un établissement prêterait de l'argent à des Etats, donc moins aux entreprises, mieux il serait noté !

Les régulateurs ont donc obligé les banques dès 2011 à vendre la plupart de leurs actions pour les remplacer par de la dette souveraine. Ce ne devrait pas être à un aéropage de lobbys de décider des normes comptables et prudentielles en Europe. L'IASB (International Accounting Standard Board), l'ISDA ( International Swap and Derivative Association) et les comités de Bâle et de Solvency ont produit des normes paradoxalement dangereuses pour nos économies et nos sociétés car elles ne fonctionnent pas en période de crise. Il fallait les faire évoluer, mais de façon pragmatique. Les régulateurs qui n'avaient pas vu à temps les nuages s'accumuler sont devenus bien évidemment ceux qui ont plaidé le plus fort en Europe en faveur de mesures de plus en plus sévères. Même Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France à l'époque a jugé certaines des mesures envisagées par Michel Barnier comme « irresponsables »...

**L'idée britannique de séparer les activités de banque d'investissement** des activités de banque de détail a été un moment retenue par Michel Barnier alors que les américains ne le demandaient pas. L'Union Européenne s'est engouffrée, sans en avoir mesuré les conséquences. Le suivisme systématique de l'Europe vis-à-vis du Comité de Bâle piloté par les anglo-saxons est d'autant moins justifié que le système bancaire européen est plus de trois fois supérieur en taille à celui des américains.

Séparer les banques d'affaires des banques de détail n'était pas une bonne solution. Si les banques de détail sont protégées, le risque est déplacé vers l'extérieur. Mais ce découpage n'écarte pas la possibilité que, de l'extérieur un choc important continue d'affecter l'ensemble de l'économie y compris les banques « fortifiées ». On ne pourra jamais établir une étanchéité totale

entre un espace protégé et un espace libre non régulé. Les solutions apparemment simples proposées par les spécialistes des tableaux Excel sont des illusions...

## **L'angélisme de la régulation est inefficace**

**La taille des bilans des banques a été le critère dominant retenu** au nom de l'idéologie simpliste « « big is systemic », et « small is beautiful ». La régulation financière devrait être plus exigeante en fonds propres pour les établissements très exposés aux opérations de marché afin de les inciter à mieux diversifier leurs activités. On n'a retenu au contraire que la taille de ces établissements comme repère fondamental. Aujourd'hui sur trente banques mondiales dites « systémiques » quatorze sont européennes !

Tout a été fait pour diminuer l'importance de la connaissance du risque au profit des « règles standard ».

L'accumulation de fonds propres a ainsi été privilégié au détriment de l'analyse des risques de chaque banque.

**Les Etats Unis ont obtenu la création d'un ratio de levier** calculé non pas sur les risques pondérés, mais sur le total de bilan de leurs banques. Ce ratio est très pénalisant pour les banques européennes qui font de la transformation et prêtent beaucoup à l'économie. A cela s'ajoute le fait qu'aux Etats Unis, des organismes publics comme Fanny Mae et Freddy Mac achètent les trois quarts des crédits immobiliers produits par les banques. Cela réduit beaucoup le degré de contrainte du ratio en capital...

**Il ne faut pas chercher une régulation qui règle définitivement tous les problèmes.** Il faut en revanche des principes simples. Les ratios de capital sont grossiers, même si leur effet peut être positif. Ensuite, il faut admettre une précarité des solutions. Elles fonctionnent un moment, puis produisent des effets négatifs dans une autre séquence. Il faut donc être prêt à évoluer.

Toute tentative de régulation sérieuse du capitalisme de l'ombre dont l'importance est comparable à celle du capitalisme réglementé a jusqu'à maintenant été bloquée par la puissance du lobby bancaire et par la connivence de ce dernier avec le monde politique. Dans ce capitalisme non réglementé, on retrouve aussi bien les hedge funds, le private equity, les

structures de hors bilan (Special Purpose Vehicle, Special Investment Vehicle etc...), les fonds souverains, les chambres de compensation, la spéculation sur les matières premières. D'ailleurs l'excès de régulation bancaire dans le domaine du capitalisme réglementé contribue au développement du « shadow banking » et conduira inévitablement à la prochaine crise bancaire.

### **Le racket géant des amendes économiques infligées par les États-Unis est insupportable**

**Selon les chiffres publiés du rapport « Global Banking Risk »**, en 2017 les banques européennes avaient écopé depuis le début de la crise d'amendes d'un montant total de 118 milliards de dollars, soit 37% de l'ensemble, les américaines du reste, soit plus de 200 milliards. Certaines concernent des ruptures d'embargo, notamment les **8,9 milliards de dollars payés par BNP Paribas**. Cette sanction a introduit dans la réalité une dollarisation de l'économie mondiale, puisque tout ce qu'avait fait la BNP n'était à l'époque ni interdit en France ni en Europe. Une des conséquences pratiques de cette sanction a été que la BNP qui était numéro un mondial dans le leasing d'avions a cédé le marché aux banques chinoises. C'est dommage car cela pouvait dans certains cas favoriser les ventes d'Airbus.

Il y a aussi eu de lourdes amendes liées au scandale Libor-Euribor (**plus de 2 milliards d'euros** pour Deutsche Bank). Les régulateurs européens ne sont de leur côté responsables que de 6% de ces amendes en valeur, les autorités américaines ayant la main beaucoup plus lourde.

### **La régulation bancaire est instrumentalisée à des fins purement économiques et concurrentielles**

**Une refonte de la « Règle Volcker »**, un des volets de la loi Dodd-Frank, visait à empêcher les banques de prendre des positions risquées. Son assouplissement permettra à Goldman Sachs et Morgan Stanley dont les activités pour compte propre représentent souvent plus de la moitié des revenus d'être beaucoup moins affectés par l'application de la règle.

**La réforme des ratios de solvabilité des banques** voit clairement s'affronter deux philosophies de la gestion du risque des deux côtés de l'Atlantique. D'un côté il y a la méthode standard, norme appliquée aux États Unis qui consiste à affecter la même probabilité de défaut à

chaque catégorie d'actifs sans aucune nuance (les Etats à zéro, les crédits immobilier à 50% et les entreprises à 100%). De l'autre, les systèmes de notation internes des banques qui permettent de pondérer le risque en fonction de la probabilité de défaut. Les américains défendent l'idée de plancher (« capital output floor ») qui rendrait impossible pour les banques qui utilisent des modèles, internes de descendre en dessous du pourcentage de 75% ou de 70% de la méthode standard.

Pour le moment les modèles internes introduits par la précédente de réforme de Bâle 2 ont coûté aux banques européennes des milliards d'Euros en systèmes d'information sophistiqués. Ils ne sont en revanche pas du tout appliqués par les banques américaines...

**Ce tour d'horizon très rapide de la situation des banques en Europe** montre bien le très mauvais fonctionnement de l'Europe qui cède dans pratiquement tous les domaines aux pressions américaines, car elle est incapable de s'opposer à partir d'un front uni à des mesures qui ont une influence négative sur ses économies. Boursièrement le retour sur investissement des banques européennes a été divisé par deux et l'écart de valorisation entre les banques américaines et les banques européennes ne cesse de s'accroître au détriment de l'Europe. Aux Etats Unis, JP Morgan capitalise 390 Md\$, Bank of America 325, Wells Fargo 305 contre en Europe HSBC 219, Santander 115 , BNP 103 et Deutsche Bank 19,6 ....